



CHAPITRE 90

Loi concernant la ville de la Pointe-aux-Trembles et Canadian Petrofina Limited

[Sanctionnée le 10 février 1954]

CHAPTER 90

An Act respecting the town of La Pointe-aux-Trembles and Canadian Petrofina Limited

[Assented to, the 10th of February, 1954]

Préambule.

ATTENDU que la ville de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, a, par sa pétition, représenté:

Que la compagnie Canadian Petrofina Limited projette d'établir dans les limites de la ville de la Pointe-aux-Trembles une importante raffinerie de pétrole;

Que l'établissement de cette raffinerie contribuera largement au progrès et à la prospérité de la ville;

Que les activités industrielles de ladite compagnie procureront de l'emploi à un grand nombre de contribuables de la ville et à d'autres qui le deviendront;

Que ladite compagnie a représenté à la pétitionnaire qu'il est indispensable à l'établissement de cette industrie dans la ville que le montant de toutes les taxes foncières, tant générales que spéciales, payables annuellement par la compagnie à la ville, soit établi à un montant fixe pour une période de dix ans à compter du premier janvier 1956 et que l'évaluation de ses biens soit établie à un montant fixe pendant ladite période;

Qu'il est avantageux pour la ville de compter dans ses limites une industrie de cette importance qui contribuera à l'amélioration de sa situation financière;

Que la ville juge à propos de faire droit à la demande de ladite compagnie et de lui accorder les permis et autorisations nécessaires à l'établissement et au bon fonctionnement de son industrie;

WHEREAS the town of La Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, has, by its petition, represented:

That Canadian Petrofina Limited plans to establish within the limits of the town of La Pointe-aux-Trembles an important petroleum refinery;

That the establishment of such refinery will be an important contribution to the progress and prosperity of the town;

That the industrial activities of the said company will provide employment for a great number of the town's rate-payers and for other future inhabitants;

That the said company has represented to the petitioner that it is essential to the establishment of such industry in the town that the amount of all land taxes, both general and special, payable annually by the company to the town, be set at a fixed sum for a period of ten years from and after the 1st of January, 1956, and that, during the said period, its property be assessed at a fixed valuation;

That it would be to the advantage of the town to have within its limits an industry of such importance, which would improve its financial situation;

That the town deems it expedient to grant the request of the said company and to give it such permit and authorization as are required for the establishment and effective operation of its industry;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Pouvoirs accordés.

1. Nonobstant toutes dispositions inconciliables de toutes lois ou de tous règlements, le conseil de la ville de la Pointe-aux-Trembles est autorisé:

a) A accorder à Canadian Petrofina Limited le permis d'ériger et d'opérer une raffinerie de pétrole dans le quartier ouest de la ville, c'est-à-dire dans le territoire borné au sud par la rue Sherbrooke, à l'est par le boulevard des Deux-Rivières, au nord et à l'ouest par les limites de la ville, et à lui vendre au prix de la présente évaluation municipale les terrains dont elle aura besoin dans les limites précitées, le nombre maximum desdits terrains n'excédant pas deux cent cinquante.

b) A accorder à ladite compagnie le droit de passage dans l'une des avenues connues comme étant les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième de la ville, pour y poser les tuyaux et la tuyauterie nécessaires pour les oléoducs (pipeline), la conduite d'eau et des égouts, le conseil de la ville se réservant toutefois le droit de désigner l'avenue sur la recommandation de ses ingénieurs;

c) A accorder à ladite compagnie l'autorisation d'ériger dans les limites de la ville, sauf en ce qui concerne les quartiers résidentiels, cinq débits d'essence, dont trois sur la rue Sherbrooke et deux sur la rue Notre-Dame.

1. Notwithstanding any inconsistent provision in any law or by-law, the council of the town of La Pointe-aux-Trembles is authorized:

a. To grant to Canadian Petrofina Limited a permit to build and operate a petroleum refinery in the west ward of the town, that is to say in the territory bounded to the south by Sherbrooke street, to the east by the boulevard des Deux-Rivières, and to the north and west by the town limits, and sell to the said company, at a price equal to its present municipal valuation, the land it may need within the aforesaid limits, the maximum number of such lots not to exceed two hundred and fifty.

b. To grant to the said company a right of way on one of the avenues known as the first, second, third, fourth and fifth, in the town, to lay therein the pipes and piping required for pipelines, water-main and sewers, the town council reserving however the right to choose the brooke street and two on Notre Dame street.

c. To authorize the said company to erect within the town limits, with the exception of the residential wards, five gasoline filling stations, three on Sherbrooke Street and two on Notre Dame Street.

Taxe et évaluation fixes.

2. A compter du premier janvier 1956, et pour une période de dix ans, le montant de toutes les taxes annuelles, tant générales que spéciales, à l'exception de la taxe d'eau, payables par ladite compagnie, sur ses biens présents et futurs situés dans le territoire précité est fixé à soixante-cinq mille dollars pour fins municipales et scolaires, et l'évaluation desdits biens de la compagnie est fixée à un million de dollars pour la même période.

2. From the first of January, 1956, and for a period of ten years, the amount of all annual taxes, both general and special, except the water rate, payable by the said company on its present and future property within the aforesaid territory, is fixed at sixty-five thousand dollars for municipal and school purposes, and the valuation of the said property of the company is fixed at one million dollars for the same period.

Fixed taxes and valuation.

Taxe
scolaire.

La taxe imposée pour fins scolaires sera établie sur ladite évaluation de un million de dollars et prise à même le montant de soixante-cinq mille dollars.

Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le produit entier de cette taxe ainsi établie sera partagé entre Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Yves de Laval, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-aux-Trembles et le Bureau des syndics d'écoles protestants de la Pointe-aux-Trembles, tous dans le comté de Laval, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans, résidant dans le territoire de chacune de ces corporations scolaires et fréquentant les écoles régies par elles.

Frais, etc.

3. La compagnie Canadian Petrofina Limited assumera tous les frais et déboursés encourus par l'adoption de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

The tax imposed for school purposes shall be based on the said valuation of one million dollars and taken from the amount of sixty-five thousand dollars.

School
tax.

Notwithstanding any general or special law to the contrary, the entire yield of this tax thus established shall be shared between The school commissioners for the municipality of St. Yves de Laval, The school commissioners for the municipality of Pointe-aux-Trembles and the Protestant Board of school trustees of Pointe-aux-Trembles, proportionately to the number of children from five to sixteen years of age, residing in the territory of each of these school corporations and attending the schools under their control.

3. Canadian Petrofina Limited shall assume all the costs and expenses incurred for the passing of this act.

Costs, etc.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.